

ACTUEL 29

Réflexion stratégique et pensée militaire (2)

L'échec de la guerre étatique, la montée des techniques et le jeu des circonstances ont entraîné la « stratégie » sur des voies tout aussi conflictuelles que dans le passé mais moins ouvertement violentes et plus rarement militaires. La réflexion stratégique a pris alors de nouvelles orientations ; elle s'est engagée dans des domaines pour elle peu fréquentés et que nous avons tenté de redéfinir en trois grands chantiers, ceux de la « sécurité », du « développement » et de la « communication » (voir ACTUEL 28 sur : www.societe-de-strategie.asso.fr).

Cette redistribution des tâches ne signifie pas pour autant que le champ de la « pensée militaire » ait disparu ou doive être abandonné. Mais, pour rester dans la comparaison agricole, ce champ est en friche ou peu exploité, délaissé depuis plusieurs décennies pour les raisons qui ont été évoquées dans la première partie de ce papier. C'est à sa remise en culture intensive que nous devons travailler, non seulement pour permettre à la « pensée militaire » de retrouver toute sa place au cœur de la réflexion stratégique mais parce qu'il y va de la sécurité et donc de l'avenir de la nation ; il va sans dire que cette culture nouvelle doit être adaptée aux réalités et aux besoins de notre époque.

La violence des sociétés

Le premier champ, laissé en jachère et négligé depuis des décennies, est justement celui de la « violence ». Non pas l'expression de la violence, maintes fois décortiquée et en général bien cernée sous toutes ses formes, classiques ou irrégulières. Mais l'origine de la violence, ses racines au cœur des sociétés et les

facteurs qui la font naître, la déclenchent et la nourrissent. La lutte contre ce qui s'apparente au terrorisme et, de façon plus générale et moins « politique », à toutes les manifestations de la criminalité, est très incertaine et vouée à l'échec si on n'en démonte pas les mécanismes. Ceux-ci sont complexes et durables car ils sont enkystés dans les sociétés, soit pour des motifs culturels et religieux, soit pour des raisons socioéconomiques, souvent pour les deux à la fois.

Si le militaire a pour fonction essentielle d'assurer la *défense* au sens strict du territoire national, on voit bien depuis trente ans, à travers de nouvelles missions internationales, une évolution décisive de ses engagements au profit du maintien ou du rétablissement de l'ordre, donc d'une fonction de *sécurité* auprès de populations dont il faut assurer la protection. Mission paradoxale qui consiste à protéger des populations, souvent exotiques et toujours méconnues, contre une part d'elles-mêmes. A cet égard, et sans qu'il faille interpréter cette idée à des fins partisans ou politiques, le rôle pour une fois et pour l'instant modérateur et sécuritaire que jouent les armées des pays intéressés dans les révolutions et manifestations populaires de certains pays arabes devrait être observé avec beaucoup d'intérêt.

Cette évolution, si elle n'interdit pas l'étude traditionnelle de la géographie ni l'analyse géopolitique, oblige en tout cas à celles de la sociologie. Gaston Bouthoul, au siècle dernier, en fit son domaine de recherche et publia un *Traité de Polémologie* (réédité en 1991 chez Payot)

qui n'eut pas de suite ; il n'a pas non plus de successeur.

Nous savons depuis la nuit des temps que les hommes – et les sociétés qu'ils forment – sont mus, dans l'ordre, par leurs pulsions, leurs intérêts et leurs idées. Les idées, pour se faire valoir, utilisent et mettent en œuvre les deux premiers facteurs. Les intérêts, pour être bien défendus, ont besoin d'organisation ; c'est pourquoi ils sont l'apanage des Etats. Restent aux individus et aux sociétés inorganisées ou chaotiques l'exploitation de leurs pulsions, de leurs désirs et de leur violence. Au stade où nous en sommes et avant que reviennent en force les luttes idéologiques et les guerres interétatiques dont le XX^e siècle nous a provisoirement vaccinés, la part spectaculaire de la conflictualité contemporaine emprunte ses aliments à la violence brute et primaire.

Tous les théâtres d'opérations sur lesquels les forces françaises ont eu à s'engager depuis la fin de la guerre froide relèvent de cette logique ; même si les causes sont évidemment « politiques », elles ressortissent toujours d'un effondrement des structures étatiques, d'une fracture des sociétés considérées et d'un désastre économique, qu'il s'agisse du long conflit balkanique, de la crise durable de nombreux pays africains, de l'éternel imbroglio moyen-oriental et, enfin, de la « guerre » en Afghanistan.

Certes, il est vital de trouver des réponses techniques aux problèmes que posent sur le terrain nos actuels adversaires – *taliban*, brigands sahéliens et autres criminels – mais il est tout aussi important d'entreprendre l'étude des sociétés – y compris la nôtre – pour y déceler les causes originelles de leurs dysfonctionnements et comprendre l'engrenage dans lequel s'installe la violence et ses extrémités. Le militaire ne peut se satisfaire d'explorer le « *désert des Tartares* » à la poursuite hypothétique d'un ennemi imaginaire. Alors que son propre domaine d'activité et de réflexion reste en friche.

Un déficit d'organisation

Le deuxième champ, dont il semble qu'on commence à nouveau à se préoccuper – mais en mode mineur et seulement au plan national -, est celui de l'organisation. Spécialité et point fort des armées depuis leurs origines – qu'on se rappelle Charles VII créateur de l'armée permanente ou Lazare Carnot organisateur de la victoire -, l'organisation a été délaissée depuis près d'un demi-siècle.

On va certes de réforme en restructuration, de redéploiement en refondation, mais cette manie du changement ne trompe personne : on le fait soit pour réduire le format sous contrainte budgétaire, soit pour répondre à un changement de statut – la professionnalisation par exemple – mais jamais pour des raisons de fond, celles qui justifient et légitiment la réalité militaire.

En principe, la dissuasion nucléaire aurait dû conduire à une véritable « révolution » des armées ; or, on s'est convaincu de la nécessité du maintien en l'état du système militaire par un argument fallacieux de la « défense de l'avant », qu'on faisait semblant d'accréditer sans même en avoir mesuré ni la pertinence stratégique ni la charge qu'elle représentait en moyens techniques.

Autre occasion jusqu'à présent manquée, la « défense européenne », arlésienne toujours chantée et jamais entrevue, que personne n'a sérieusement entrepris de mettre sur le chantier. Les armées des différents pays membres de l'Union européenne comportent toujours autant d'écoles de formation et d'organismes spécifiques que d'Etats ; on y compte trois chars de bataille différents – au cas où ce type de matériel aurait encore une utilité opérationnelle ! -, toutes sortes d'avions de combat, des armements et des équipements individuels et collectifs disparates, bref ! une sorte de tour de Babel militaire du plus bel effet. Quant à l'efficacité opérationnelle de ce patchwork, on sait, à quelques unités françaises et anglaises près, ce qu'elle

vaut ! Ne parlons pas de « l'utilité politique » qu'aurait pu avoir, par effet d'entraînement, cette entreprise de pensée commune de l'organisation de la défense européenne sur la conception même et le destin de l'Europe. Il est vrai qu'il faut un certain courage – ou une bonne dose d'inconscience – pour aller se fourvoyer dans ce genre d'études, tant les dés sont pipés, notamment dans les approches qu'ont de cette question les trois pays majeurs que sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France.

Mais si la pensée doit se satisfaire de recenser l'existant ou de commenter les protocoles (d'accord ou de désaccord) sans jamais oser sortir des limites du convenu, alors il va sans dire que la pensée militaire n'a aucune utilité. Pour cet exercice de compromis et de mise en forme, la production décennale d'un « livre blanc » est amplement suffisante. En réalité, ce champ d'exploration est crucial pour les décennies à venir. La nature des conflits futurs et le sort de notre continent en dépendent pour une large part ; un regard dans le rétroviseur de l'histoire nous montre que toutes les guerres, sans aucune exception, ont été déterminées par un type d'organisation, depuis la phalange macédonienne jusqu'à la dissuasion nucléaire, en passant par l'artillerie des frères Bureau et les *panzers* de Guderian. Quelle organisation militaire prévaudra dans les guerres du XXI^e siècle ? C'est une question à laquelle il serait pertinent de commencer à réfléchir.

Les techniques innovantes

Et cela correspond au troisième champ qui est celui strictement militaire de « l'emploi » des forces, des techniques qui le font évoluer et parfois le modifient en profondeur. Certes, les études techniques font florès, et sur tous les sujets. Mais outre le fait qu'elles soient prodigieusement inintéressantes, sauf pour les spécialistes qui s'en délectent, elles n'apportent rien à la réflexion. Le seul ouvrage vraiment innovant en la matière est celui que

publièrent deux colonels chinois – Qiao Liang et Wang Xiangsui – *La Guerre hors limites*, (Payot Rivages, 2003), dont le mérite est justement de s'approprier les nouvelles techniques pour tenter de mesurer leur influence sur la stratégie.

La grande innovation des dernières décennies, aussi importante que le furent à leur époque l'arme à feu, l'avion de combat et la bombe atomique, et qui est en passe de révolutionner la « guerre » prise dans son sens le plus large, non seulement militaire mais globale, est l'arme électronique. Elle bouleverse l'ancien cadre espace-temps dans lequel on avait nos habitudes en un « cyberspace » où aucune règle d'action n'a encore été fixée ni proposée et qui s'apparente à la jungle. Les *hackers* de *Wikileaks* et de bien d'autres officines plus ou moins étatiques s'en donnent à cœur joie pour faire leur butin dans des systèmes peu ou mal sécurisés ; nul doute qu'ils parviennent aussi à pénétrer dans les systèmes les mieux protégés, mais personne ne s'en vante. On aimerait que des esprits fertiles et compétents s'intéressent à cette menace – parmi d'autres – avant qu'on s'aperçoive un beau matin que tous nos systèmes sont obsolètes et contournés faute d'avoir intégré cette nouvelle dimension technique. Il ne s'agit pas de s'intéresser à toutes les percées ou niches technologiques, mais aux utilisations qui peuvent en être faites dans un système de sécurité. Si on en reste au fameux triptyque char – avion – porte-avions du temps jadis, il est probable – sans que la guerre le soit nécessairement – que nous serons dépassés par les nouveaux modes de conflictualité.

*

Les trois thèmes évoqués ci-dessus se rejoignent et s'articulent dans la même logique. On voit bien que l'époque échappe au classicisme par les extrêmes : soit une violence brute, primaire, celle des peuples en effervescence, celle des hommes libérés de contraintes et de règles, soit un arsenal de menaces d'une grande sophistication, puisant dans la technologie une capacité de

franchir les barrières : la guerre ou, de façon plus générale, la conflictualité est sortie des frontières dans lesquelles l'Etat westphalien et le *jus in bello* l'avaient cantonnée. La pensée militaire doit donc – de toute urgence – s'affranchir des limites qui correspondaient à cette situation séculaire. Elle s'y était d'ailleurs confortablement installée, prononçant régulièrement et à longueur d'articles l'apologie de ses vieilles certitudes. Ou

alors, quand il lui arrive de n'avoir plus rien à dire, par lassitude ou par discipline, elle se réfugie dans le vertueux cocon des « valeurs » humaines et dans l'éthique du soldat. Tout cela est fort bien et personne ne songe à s'en moquer, mais est-il permis d'ajouter qu'on n'a jamais gagné de guerre avec de beaux sentiments ?

Eric de La Maisonneuve